

Convention d'adhésion à la banque d'épreuve du Concours Commun INP et au concours PASS Ingénieur.

(n°52CoBC25_EOST)

Entre :

L'Institut National Polytechnique de Toulouse, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, désigné ci-après « Toulouse INP », dont le siège est situé 6 allée Emile MONSO BP34038-31029 Toulouse Cédex 4, N° SIRET : 193 113 818 00127, représenté par Madame Dominique POQUILLON en qualité de Présidente, agissant pour le Service des Concours Communs Polytechniques, ci-après désigné « SSCP », Service à Comptabilité Distincte (SACD) de Toulouse INP, représenté par son Directeur, M. Jean-Pierre BELAUD qui part délégation a le droit de signer la présente convention

D'une part,

Et

L'Université de Strasbourg, établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 Rue Blaise Pascal – 67000 Strasbourg, N° SIRET : 1300 054 570 0010, représenté par son Présidente, Mme Frédérique BERROD, agissant pour l'École et Observatoire des Sciences de la Terre, désignée ci-après « l'EOST », établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel rattaché à l'Université de Strasbourg, dont le siège est situé 5 Rue René Descartes – 6700 Strasbourg, N° SIRET : 130 005 457 00069, représentée par le Directeur de l'EOST, M. Frédéric MASSON, en tant que membre de la banque d'épreuve du concours commun INP organisé par le SCC

D'autre part.

Le SSCP et l'EOST seront ci-après collectivement désignés les « Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'EOST adhère à la banque d'épreuves du Concours Commun INP (CCINP) géré par le Service des Concours Communs Polytechniques (SCCP), pour ses concours de recrutement et d'admission ouverts aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques, et aux candidats libres dans les filières MPI, MP, PC, et PSI. Elle annule et remplace tout accord, convention, pratique ou coutume conclu entre les partenaires concernant le même objet.

À titre subsidiaire, le SSCP s'engage à faire bénéficier l'EOST de ses prestations concernant l'organisation, tant matérielle que pédagogique, des opérations de recrutement par le concours PASS'Ingénieur ouvert aux étudiants titulaires d'une Licence 2 ou d'une Licence 3 dans les conditions définies ci-après.

Article 1 – Engagement du SSCP

Dans le cadre de la réglementation en vigueur et en application de l'article 3 de la convention constitutive du SSCP, ce dernier s'engage à faire bénéficier l'EOST de l'ensemble des moyens pédagogiques et matériels mis en œuvre pour le recrutement, par concours, des élèves des classes préparatoires scientifiques, et des candidats libres, dans les filières MPI, MP, PC, et PSI.

Article 2 – Adhésion et engagement de l'EOST

L'EOST reconnaît avoir pris connaissance de la convention constitutive du SSCP ainsi que de son règlement intérieur et déclare être d'accord avec leur contenu et s'engage à en respecter les règles. L'EOST s'engage par ailleurs à suivre les directives et les décisions prises par le Conseil du SSCP en vertu de l'article 10 de la convention constitutive du SSCP.

Article 3 - Inscription des candidats

Le SSCP assure la gestion administrative et informatique des inscriptions.

La procédure d'inscription, commune à plusieurs concours, s'effectue par Internet exclusivement.

Les conditions et modalités d'inscription, fixées chaque année par le SCCP, sont détaillées dans la notice d'inscription du concours.

Au terme de la période d'enregistrement des dossiers, le SCCP adressera à l'EOST l'ensemble des données informatiques relatives aux candidats inscrits.

Les frais de dossiers spécifiques versés par les candidats pour l'inscription à l'EOST sont encaissés par le SCCP.

Article 4 - Organisation des épreuves écrites

Les dates et horaires des épreuves écrites mises à disposition de l'EOST sont définis par le SCCP, en application de la réglementation en vigueur et compte-tenu du calendrier annuel arrêté par le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

L'EOST fixe chaque année, en septembre pour la session suivante, la nature des épreuves écrites utilisées dans la banque et les coefficients affectés à chacune de ces épreuves.

Les modalités pratiques de déroulement des épreuves sont définies par le SCCP et consignées dans la notice d'inscription, commune à l'ensemble des écoles adhérentes et qui vaut règlement des concours.

La notice comprend une partie « instructions générales communes » et une partie réservée à l'organisation spécifique à chaque concours qui est, avant parution, soumise à l'approbation de l'EOST.

Le SCCP assure également la responsabilité administrative et pédagogique des épreuves communes : choix des sujets, mise en place des centres d'écrit, convocation des candidats, correction des copies et centralisation des notes.

Article 5 - Organisation des épreuves orales

L'organisation matérielle et pédagogique des épreuves orales de la banque CCINP est de l'entière responsabilité de l'EOST.

L'EOST ne participe pas à l'épreuve orale de Travaux d'Initiative Personnelle Encadrés (TIPE) organisée par le SCCP pour l'admission aux écoles du groupe.

Le SCCP est responsable des opérations informatiques liées à la récupération des fichiers de classements des candidats transmis par l'EOST. Une fois les fichiers réceptionnés, le SCCP procède à leur intégration et à leur centralisation dans le système d'information du SCCP.

Article 6 - Opérations d'affectation des candidats

Les candidats admissibles établissent, aux dates fixées par le SCCP, leur liste de vœux par ordre de préférence.

Le SCCP a l'entière responsabilité des opérations d'affectation et d'intégration.

L'affectation des candidats à l'EOST est proposée par le SCCP, en collaboration avec l'EOST, en tenant compte du rang du candidat, de sa liste de vœux et du nombre de places offertes par concours pour la filière considérée. L'EOST s'engage à respecter scrupuleusement cette procédure et à ne jamais faire de proposition directe aux candidats sans accord préalable avec le SCCP.

L'EOST peut accéder en permanence aux données informatiques la concernant pour suivre l'évolution des réponses des candidats aux propositions faites par le SCCP.

L'EOST s'engage à communiquer au SCCP, par voie informatique, et à la date indiquée, la situation de ses candidats le jour de la rentrée (présents, absents) ; tout candidat absent le jour de la rentrée à l'EOST sera considéré comme démissionnaire de l'ensemble des écoles du concours (sauf cas particulier d'une absence justifiée).

Article 7 – Adhésion au concours PASS'Ingénieur

À titre subsidiaire, le SCCP s'engage à faire bénéficier l'EOST de ses prestations concernant l'organisation, tant matérielle que pédagogique, des opérations de recrutement par le concours PASS'Ingénieur. Ce concours est ouvert aux étudiants titulaires d'une Licence 2 ou d'une Licence 3 dans le champ des sciences et technologies, conformément à l'arrêté du 15 juillet 2024 relatif au recrutement par concours, en première année de certaines écoles d'ingénieurs, d'étudiants ayant validés quatre semestres de licence dans ce domaine, soit 120 crédits européens

L'organisation matérielle et pédagogique des épreuves orales est de l'entière responsabilité du SCCP.

Le détail des modalités pratiques de déroulement concours PASS'Ingénieur sont définies par le SCCP et consignées dans la notice d'inscription du concours, commune à l'ensemble des écoles adhérentes et qui vaut règlement des concours.

Article 8 - Nombre de places offertes

A la date de signature de la convention, le concours d'admission à l'EOST est ouvert sur les filières suivantes du CCINP :

- MPI pour un nombre maximum de 3 places offertes,
- MP pour un nombre maximum de 12 places offertes,
- PC pour un nombre maximum de 12 places offertes,
- PSI pour un nombre maximum de 3 places offertes,

Le concours d'admission à l'EOST est également ouvert sur le concours PASS'Ingénieur sur les filières suivantes :

- 1 place sur la filière Physique.

Toute variation notable du nombre de places offertes et supérieure à un quota fixé annuellement par le Conseil du SCCP devra être soumise à l'approbation préalable du SCCP. La demande sera adressée au Directeur du SCCP par courrier, au mois de septembre précédant la session du concours.

Article 9 - Confidentialité/Données Personnelles

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielles, à ne pas dupliquer, ni communiquer à des tiers non autorisés, les informations qui leur auraient été communiquées dans le cadre de la présente convention.

Elles s'engagent à mettre en œuvre les moyens appropriés pour garder le secret le plus absolu sur les informations et documents auxquels elles auraient eu accès à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et notamment :

- La minimisation des données,
- Le respect de durée de conservation conforme aux dispositions de l'instruction n° 2005-003 du 22-2-2005 de tri et de conservation pour les archives reçues et produites par les services et établissement concourant à l'éducation nationale (NOR : MENA0501142J),
- L'absence de sous-traitance ultérieure,
- La discrétion des personnels ayant accès aux données,
- La sécurisation des données contre toute attaque.

Article 10 - Reversement des frais d'inscription

10.1 - Calcul du reversement des frais d'inscription

Toulouse INP, pour le compte du SCCP, verse à l'EOST les sommes collectées pour son compte lors de l'encaissement des frais de dossier spécifiques acquittés par les candidats, conformément à l'article 2 de la présente convention, après retenue de 1% pour frais de gestion.

10.2 – Répartition des frais d'inscription

S'agissant de la répartition des frais d'inscription entre membres de la banque de concours du CCINP, les sommes dues s'entendent net de taxes conformément aux dispositions de l'article 261B du Code Général des Impôts.

10.3 – Modalités de reversement des frais d'inscription

Toulouse INP, pour le compte du SCCP, émet un bon de commande annuel, accompagné d'une note explicative précisant l'objet, le montant et les modalités de calcul, au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

Le règlement des sommes dues par Toulouse INP, pour le compte du SCCP, s'effectuera sur présentation d'une facture émise par l'EOST.

Le paiement s'effectuera par mandat administratif et devra intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Toulouse INP, pour le compte du SCCP paye sur facture émise. La facture annuelle sera émise par l'EOST sous forme électronique et déposée sur le portail de facturation dématérialisé ChorusPro.

Le paiement des sommes dues par Toulouse INP, pour le compte du SCCP, s'effectuera par mandat administratif, sur présentation d'une facture, au profit de l'EOST. Le paiement devra intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture

Article 11 - Modalités de la contribution financière aux épreuves

11.1 – Calcul de la contribution financière

En contrepartie du service rendu, l'EOST s'engage à apporter une contribution financière annuelle au fonctionnement des épreuves organisées par le SCCP. La facturation s'appuie sur un tarif unitaire à multiplier par le nombre de places offertes.

Le montant unitaire servant de base au calcul des sommes dues par l'EOST est fixé annuellement par le Conseil du SCCP et voté par le conseil d'administration de Toulouse INP. Il fera l'objet d'une annexe financière spécifique adressée à l'EOST.

11.2 – Annexe financière

Le détail des modalités de la contribution financière au fonctionnement des épreuves fera l'objet d'une annexe financière spécifique annuelle.

L'annexe financière annuelle sera adressée à l'EOST au premier semestre de chaque année et précisera l'objet, le montant et les modalités de calcul de la contribution financière pour l'année en cours.

Les annexes financières seront ainsi mises à jour annuellement et signée par le Directeur du SCCP

11.3 – Répartition des coûts

S'agissant de la répartition des coûts de revient entre membres de la banque de concours du CCINP, les sommes dues s'entendent net de taxes conformément aux dispositions de l'article 261B du Code Général des Impôts.

11.4- Modalités de paiement

Conformément aux règles de la comptabilité publique, le paiement de la prestation de service, objet de la présente convention, ne pourra intervenir qu'une fois le service fait. Chaque année, l'EOST s'engage à adresser au SCCP un bon de commande avant la fin du troisième trimestre de l'année en cours.

Le règlement des sommes dues par l'EOST s'effectuera sur présentation d'une facture émise par le SCCP.

Le paiement s'effectuera par mandat administratif et devra intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

L'EOST paye sur facture émise. La facture annuelle sera émise par l'Institut National Polytechnique de Toulouse sous forme électronique et déposée sur le portail de facturation dématérialisé ChorusPro.

L'EOST procède à la mise en paiement dans un délai de 30 jours après réception de la facture

Le paiement des sommes dues par l'EOST s'effectuera par mandat administratif, sur présentation d'une facture au profit de l'Institut National Polytechnique de Toulouse - FR 76 1007 1310 0000 0010 0132 885 - TRPUFRP1.

Article 12 - Participation de l'EOST aux instances du SCCP

L'EOST est invité à l'Assemblée des directeurs qui se réunit au minimum une fois par an.

Elle participe, lors de chaque renouvellement de Conseil, à la désignation d'un représentant des écoles en banque d'épreuves, qui est invité à assister aux séances du Conseil.

Article 13 - Prise d'effet et durée de la convention

En signant la convention, l'EOST reconnaît avoir pris connaissance de la convention constitutive du SCCP, du règlement intérieur du SCCP et de la notice annuelle du concours.

La présente convention est conclue pour une durée ferme de cinq ans, sans possibilité de reconduction, qu'elle soit tacite ou expresse, et prendra effet du 1er janvier 2025 au 1er janvier 2030.

Article 14 - Modifications et renonciation

Toute modification ou amendement à la présente convention devra faire l'objet d'un accord écrit entre les Parties. Les modifications ne seront effectives qu'après signature des représentants autorisés des deux Parties d'un avenant annexé à la convention.

Elle pourra être résiliée à la demande de l'EOST par lettre recommandée entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année N pour prise d'effet au 30 septembre de l'année N+2.
La demande de résiliation par lettre recommandée est à adresser au :

SCCP – CCINP
447 Rue des Arts
31670 Labège

En cas de résiliation par le SCCP, la résiliation ne pourra avoir lieu qu'avec un préavis de deux ans pour prise d'effet au 30 septembre, sauf en cas de non-respect par l'EOST des termes de la présente convention ou manquement grave au respect de la réglementation générale des concours.

Article 15 - Règlement des différends

Le présent contrat est régi par le droit français.

Les Parties s'efforceront de résoudre amiablement leurs différends sur l'interprétation ou l'application de la présente convention.

A défaut ou en cas de manquement grave aux règles énoncées dans la présente convention, le Conseil du SCCP pourra saisir le Ministère de tutelle afin de mettre en place, le cas échéant, des mesures coercitives pouvant aller jusqu'à l'exclusion pure et simple de l'EOST à partir de la session suivante.

Le tribunal compétent pour régler tout litige intervenant dans l'interprétation et l'application de la présente convention est le Tribunal Administratif de Toulouse.

À, le / / 2025

À Toulouse, le / / 2025

Pour l'EOST,
Le Directeur de l'école

Pour la Présidente de Toulouse INP,
Par délégation, Le Directeur du SCCP

Jean-François GIRARD
 École et observatoire
des sciences de la Terre
Université de Strasbourg

Jean-Pierre BELAUD
 

ANNEXE A NOTRE COMMANDE N°

4500197636

DU

09/10/2024

EOST Strasbourg

Numéro fournisseur :

5476

Numéro siret :

13000545700010

EOST Strasbourg	Nombre	P. U	Montant	Totaux
Règlements par cartes bancaires				
Non boursiers :	691	30,00 €	20 730,00 €	
Boursiers :	657	15,00 €	9 855,00 €	
			30 585,00 €	
Frais de gestion Toulouse INP 1%				305,85 €
Sous total :				30 279,15 €
Règlements par autres modes de paiements				
Non boursiers :	139	30,00 €	4 170,00 €	
Boursiers :	19	15,00 €	285,00 €	
			4 455,00 €	
Frais de gestion Toulouse INP 1%				44,55 €
Sous total :				4 410,45 €
Règlements par cartes bancaires et autres moyens de paiements				35 040,00 €
Montant des frais de gestion Toulouse INP 1%				350,40 €
Montant net à verser :				34 689,60 €

Fait à Toulouse, le

09/10/2024

Jean Pierre BELAUD
Directeur du Service des Concours



REGLEMENT INTERIEUR

du Service des Concours Communs Polytechniques

PREAMBULE

Ce règlement intérieur précise les modalités d'application de la convention de création du Service des Concours Communs Polytechniques.

Ce règlement est modifiable en tout ou partie par le Conseil sur proposition du Comité de Direction.

ARTICLE 1

LES ECOLES MEMBRES DU SERVICE

Sont membres du service :

Les écoles d'ingénieurs qui recrutent à la session 92 par le biais du "Service Commun des Concours ENSI" c'est-à-dire :

- 1 - Les écoles d'ingénieurs, composantes des INP, figurant à l'annexe 1 de la convention de création du Service des Concours Communs Polytechniques.**
- 2 - les écoles d'ingénieurs figurant à l'annexe 2 de la convention de création du Service des Concours Communs Polytechnique.**

Pour toutes ces écoles la conclusion de la convention prévue à l'article 3 de la convention de création du Service des Concours Communs Polytechniques est de droit sous réserve qu'elles en fassent la demande dans les 6 mois à compter de la date de création du Service.

ARTICLE 2

&-1 Peuvent devenir membres du service :

a - Les écoles d'ingénieurs, composantes des INP, ne figurant pas à l'annexe 1 de la convention de création et qui demandent à recruter par la voie des Concours Communs Polytechniques.

b - Les autres écoles d'ingénieurs ne figurant pas à l'annexe 2 de la convention de création et qui passent convention dans les conditions prévues à l'article 3 de la convention de création du Service des Concours Communs Polytechniques

& - 2 Conditions à remplir pour devenir membre

L'école demanderesse doit ,

- 1 - délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission nationale du titre de l'ingénieur,**

- 2 - être réglementairement habilitée à procéder à un recrutement par concours sur le programme des Classes Préparatoires Scientifiques,
- 3 - obtenir l'avis favorable du Conseil dont relève l'école,
- 4 - constituer un dossier technique permettant d'apprécier les critères suivants :
 - la qualité du programme pédagogique,
 - la réputation établie de l'école,
 - le nombre des étudiants devant être recrutés sur les concours polytechniques et les développements prévus au cours des années suivantes.

Si le dossier ainsi élaboré est recevable, le Comité de Direction nomme deux rapporteurs chargés d'effectuer une enquête auprès de l'école demanderesse. Après avoir étudié les conclusions des rapporteurs, le Comité de Direction soumet la demande de l'école au vote du Conseil.

Le vote favorable du Conseil du Service des Concours Communs Polytechniques intervenant après exposition des conclusions des rapporteurs, vaut autorisation pour l'INP siège :

- soit de signer avec l'école relevant de l'article 2 &-1 alinéa b, (ou avec l'autorité possédant la personnalité morale), la convention dont le texte figure à l'annexe 1 du présent Règlement Intérieur,
- soit de notifier l'admission de l'école en tant que membre du service, s'il s'agit d'une composante des INP non susceptible de passer convention.

ARTICLE 3

LES AUTRES ECOLES D'INGENIEURS ASSOCIEES

D'autres écoles d'ingénieurs et notamment celles recrutant sur le concours DEUG peuvent bénéficier des prestations du Service des Concours Communs Polytechniques et signer une convention spécifique -dont le texte figure à l'annexe 2 du présent Règlement Intérieur- avec l'INP-siège du Service dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'article 2 &2

ARTICLE 4

OBLIGATIONS

Qu'elles soient membres du service ou associées par convention spécifique en application de l'article 4 de la convention de création, toutes les écoles ayant accès aux prestations du service sont tenues au respect :

- des règles édictées dans la convention de création du service ou le règlement intérieur,
- des directives et des décisions prises par le Conseil et notamment les modalités d'appel.

Toute école peut être exclue par le Conseil sur proposition du Comité de Direction pour non respect des règles édictées soit dans la convention de création, soit dans le règlement intérieur, soit dans la convention passée avec l'INP-siège pour le compte du service.

L'exclusion est prononcée par un vote du Conseil après que le Directeur de l'école concernée ait été invité à défendre son point de vue devant le Conseil.

Un avis motivé d'exclusion est alors communiqué à l'école concernée.

La convention signée initialement entre l'école et l'INP-siège du Service est résiliée de plein droit.

L'exclusion prend effet à la fin de la session en cours.

ARTICLE 5

ORGANISATION ET MISSIONS DU SERVICE

&-1 POUR LA GESTION

Le Service des Concours Communs Polytechniques est constitué d'un Secrétariat Central et des Secrétariats des Présidences des concours. Ils ont des missions communes et des missions spécifiques.

&-2 MISSIONS COMMUNES

Chaque présidence ainsi que le secrétariat central doit veiller à la divulgation d'une bonne image de marque :

- des différents concours communs polytechniques,
- des écoles qui recrutent sur ces concours communs.

&-3 MISSIONS SPECIFIQUES

Le secrétariat central a plus spécifiquement pour mission l'organisation et la mise en oeuvre matérielles des concours communs polytechniques.

Il doit, de ce fait, élaborer la logistique et les applications informatiques indispensables à la bonne marche de la totalité du service à toute les phases du déroulement du recrutement (des inscriptions à la répartition des admis dans les écoles).

Il est également responsable de la diffusion des informations (définies ou élaborées par le Conseil et le Comité de Direction, directives ministérielles, etc...) aux différentes présidences des concours comme aux interlocuteurs extérieurs (notes de service, imprimés internes ..., notices, règlements des concours, plaquettes des écoles, rapports, etc...).

Il assure le secrétariat du Comité de Direction et du Conseil.

Chaque Secrétariat de présidence est dirigé par le Président du concours; il a pour mission plus spécifique l'organisation pédagogique des concours.

Le Président du concours en tant que directeur de son secrétariat :

- 1 - est responsable notamment:
 - des sujets des différentes épreuves des concours, de leur élaboration à leur fourniture dans une forme directement imprimable et dans un délai compatible avec les contraintes de l'impression.
 - de la détermination du nombre des correcteurs des épreuves écrites et de leur recrutement,
 - de la détermination du nombre des examinateurs à l'oral et de leur recrutement,
- 2 - est responsable de la bonne marche de sa présidence,
- 3 - décide du recrutement du personnel temporaire et permanent de son secrétariat dans le cadre du budget qui lui est alloué à cet effet au sein du Service des Concours Communs Polytechniques, - "en principe l'employeur de ce personnel est le Service des Concours Communs Polytechniques ; toutefois, le Président peut proposer le recrutement de ce personnel à son école support qui devient juridiquement l'employeur, à charge pour celle-ci de mettre ce personnel à la disposition du Service des Concours Communs Polytechniques ; le remboursement de sa rémunération incombe alors au Service - ,
- 4 - a autorité sur son propre personnel,

17/07/92

5 - doit dans le cadre de sa présidence faire appliquer la politique définie par le Conseil et exécuter ses décisions,

6 - a compétence pour prendre toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche de sa présidence.

7 - rédige le rapport annuel sur le déroulement du concours.

Le secrétariat de présidence a en particulier pour mission :

- la gestion des copies,
- la gestion de l'oral,
- la saisie des notes ainsi que leur transmission au secrétariat central,
- l'établissement des éléments comptables nécessaires à la rémunération des correcteurs et des interrogateurs ainsi qu'aux remboursement des frais de mission.

ARTICLE 6

ELECTIONS

&-1 PRESIDENT DU CONSEIL.

Le postulant au titre de Président du Conseil doit être membre actif (droit de vote) du Conseil.

Son mandat est de 3 ans et est renouvelable 1 fois.

En cas de vacance, l'intérim est assuré par le plus âgé des membres du Conseil qui doit organiser une nouvelle élection.

&-2 REPRESENTANTS DES DIRECTEURS DES ECOLES

Les représentants des Directeurs des écoles d'ingénieurs, composantes des INP signataires et les représentants des Directeurs des autres écoles d'ingénieurs membres du Service sont élus par leurs pairs réunis en Assemblée Générale constituée par :

- 1 Collège dans lequel siègent les Directeurs des écoles d'ingénieurs, composantes des INP signataires,
- 1 Collège dans lequel siègent les Directeurs des autres écoles d'ingénieurs.

Le candidat ne peut être Président d'un concours.

Son mandat est de 3 ans et est renouvelable 1 fois.

ARTICLE 7

Le rôle du Président du Conseil est de diriger les débats lors des réunions du Conseil et de veiller au bon déroulement des délibérations. Il convoque les différents membres aux séances et signe le procès verbal.

Tous les ans, le Conseil convoque l'Assemblée Générale des Directeurs.

Tous les 3 ans, le Conseil provoque l'Assemblée Générale des Directeurs des écoles membres afin de procéder aux élections de leurs représentants au Conseil.

ARTICLE 8

NOMINATION DU DIRECTEUR

Le candidat au poste de Directeur du service doit être enseignant-chercheur, il ne peut être Président d'un INP ou Président d'un concours ou Directeur d'école.

Son mandat est de 5 ans renouvelable 1 fois.

En cas de démission, le Directeur du service doit informer le Président du Conseil et le Président de l'INP-siège par lettre recommandée 1 an avant la date d'effet. Si, en cours de fonction, le Directeur du Service accède aux fonctions de Président d'INP ou de Président d'un concours ou de Directeur d'école, il est tenu de démissionner pour la session suivante.

En cas d'empêchement définitif du Directeur, le Président du Conseil prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'interim et convoquer le Conseil en vue d'une nouvelle proposition de nomination.

ARTICLE 9

MANDAT DES PRESIDENTS DE JURYS DE CONCOURS

Le mandat du Président d'un jury de concours est de quatre ans. Ce mandat peut-être prolongé par période d'1 an, la prorogation du mandat ne pouvant dépasser 4 ans

ARTICLE 10

CONVOCATION DU CONSEIL

La convocation des membres aux séances du Conseil accompagnée de l'ordre du jour se fait par courrier 15 jours avant la date prévue, à l'initiative du Président du Conseil.

La convocation du Conseil par 1/3 de ses membres ne peut se faire que sur ordre du jour précis et nécessite l'élaboration d'au moins un document signé des membres demandant la convocation et envoyés aux membres du Conseil en même temps que la convocation.

Texte approuvé au Conseil du 27 Novembre 1998

ARTICLE 6

ELECTIONS

&-1 PRESIDENT DU CONSEIL.

Modification de l'article 6 du Règlement Intérieur - & 1

Le postulant au titre de Président du Conseil doit être membre actif (droit de vote) du Conseil.

Son mandat est de 3 ans et est renouvelable 1 fois.

En cas de vacance, l'intérim est assuré par le plus âgé des membres du Conseil qui doit organiser une nouvelle élection.

En cas d'empêchement, le Président du Conseil donne mandat à un membre du Conseil désigné par lui pour assurer ses fonctions définies à l'article 7 du présent règlement.

CONVENTION RELATIVE A LA CREATION
D'UN SERVICE INTERUNIVERSITAIRE INTITULE :

SERVICE DES CONCOURS
COMMUNS
POLYTECHNIQUES

PREAMBULE

Les Ecoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs offrent à leurs élèves, après les avoir recrutés par concours, de considérables potentialités de formations supérieures polytechniques au sein d'une communauté scientifique particulièrement originale, enrichie par les formations doctorales et fécondée par les laboratoires de recherche en sciences pour l'ingénieur, installés dans ces écoles.

Chacune de ces écoles développe des projets pédagogiques de formation ainsi que des recherches fondamentales ou appliquées, de grande valeur, auxquels les entreprises, qui apprécient les anciens élèves de ces écoles, marquent leur intérêt par des contrats passés avec des laboratoires.

Les Instituts Nationaux Polytechniques de Grenoble (INPG), de Lorraine (INPL) et de Toulouse (INPT) qui regroupent plusieurs de ces écoles témoignent, par leur cohésion dans la diversité des formations offertes, de l'émergence et de la permanence d'une vocation fédérative forte et dynamique mise au service du développement de la culture technologique sous toutes ses formes.

Les INP peuvent, en outre, s'appuyer sur une infrastructure juridique d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), leur garantissant une réelle autonomie, pour mieux coordonner et amplifier les énergies des écoles en vue de générer une réponse adaptée aux besoins de formation en ingénieurs nécessaires pour le développement de l'industrie de notre pays.

Il leur est donc paru plus efficace de se doter d'une structure administrative spécifique, légitimement mandatée par les écoles, pour assurer un recrutement de qualité, garantir le développement de l'image de marque des écoles, jouer un rôle moteur dans l'évolution pédagogique des CPGE et adapter corrélativement la nature des épreuves proposées aux concours.

Cette structure prendrait la suite du "Service Commun des Concours ENSI", implanté à l'ENSIGC de Toulouse et qui assurait jusqu'à présent, de manière informelle, avec l'appui des Présidents de jury, la responsabilité de la plupart des opérations de recrutement par concours des élèves-ingénieurs issus des classes préparatoires scientifiques.

La tendance générale favorable au regroupement des systèmes de recrutement des diverses Grandes Ecoles, qui a été notamment suscitée par les réflexions menées sur le contenu à donner aux filières de formation des classes préparatoires, ne pouvait que conforter la nécessité de disposer d'un interlocuteur administratif unique, capable de mener des négociations avec les autres services organisateurs.

Entre :

L'Institut National Polytechnique de Grenoble,
L'Institut National Polytechnique de Lorraine,
L'Institut National Polytechnique de Toulouse,

représentés par leurs Présidents,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

Les INP de Grenoble, de Lorraine et de Toulouse décident de créer un service interétablissement relevant de l'article 44 de la loi 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'Enseignement Supérieur, dénommé SERVICE DES CONCOURS COMMUNS POLYTECHNIQUES.

ARTICLE 2

Dans le cadre de la réglementation générale en vigueur, le Service des Concours Communs Polytechniques a pour mission la gestion, l'organisation et la mise en oeuvre des opérations de recrutement par concours ouverts aux élèves des classes préparatoires scientifiques susceptibles de suivre

une formation dans les écoles d'ingénieurs des INP réglementairement autorisées à recruter par ces concours.

ARTICLE 3

Le Service des Concours Communs Polytechniques a vocation à assurer sa mission pour les autres Ecoles d'Ingénieurs qui ont été réglementairement autorisées à recruter par concours ouverts aux élèves des Classes Préparatoires Scientifiques et qui ont passé, dans les conditions compatibles avec leurs statuts respectifs, une convention avec le Service représenté par l'Institut National Polytechnique-siège.

ARTICLE 4

A titre subsidiaire, le Service des Concours Communs Polytechniques est chargé du recrutement des élèves ingénieurs par d'autres voies que celles décrites à l'article 2 et notamment du recrutement par concours ouverts aux titulaires du DEUG A.

Le Service peut également être chargé de la gestion de banques de notes.

L'intervention du Service fera l'objet, soit de clauses particulières insérées dans les conventions prévues à l'article 3 soit des conventions spécifiques avec les écoles d'ingénieurs concernées.

ARTICLE 5

Afin d'assurer sa mission, le Service est constitué d'un secrétariat central et des secrétariats de présidence de jurys.

Les modalités de recrutement et de gestion des personnels du secrétariat central et des secrétariats de présidence et leurs fonctions respectives sont définies dans le règlement intérieur du Service.

Le secrétariat central du Service est installé dans l'INP-siège dont la désignation est décidée par le Conseil après accord du Président de l'INP concerné.

Lors de sa création, l'établissement-siège est l'INP de Toulouse.

Les secrétariats de présidence sont installés dans les établissements d'affectation des Présidents de jury.

ARTICLE 6

Le Service des Concours Communs Polytechniques reçoit en dotation dès la date d'effet de sa création, tous les matériels techniques et mobiliers dont avait l'usage le Service Commun des Concours ENSI. Les biens immobiliers nécessaires à son implantation sont mis à sa disposition par l'INP-siège du Service.

ARTICLE 7

Les recettes et les dépenses du Service des Concours Communs Polytechniques sont individualisées dans le budget et dans le compte financier de l'INP-siège.

Les recettes du Service sont constituées par :

- les dotations et subventions spécifiques de l'Etat, établies sur la base des dépenses supportées par l'Etat antérieurement à la création du Service,
- les ressources propres (contributions des candidats aux frais de dossier, revenus Minitel, etc...).

Le Service peut bénéficier de toute autre ressource allouée par toute personne publique ou privée.

ARTICLE 8

Le Service des Concours Communs Polytechniques est administré par un Conseil, dirigé par un Directeur, lui-même assisté par un Comité de Direction.

ARTICLE 9

LE CONSEIL EST COMPOSE :

- des Présidents des INP de Grenoble, de Lorraine, de Toulouse ;
- de 7 Directeurs des Ecoles d'Ingénieurs, composantes des INP, signataires de la présente convention ;
- de 10 Directeurs des Ecoles d'Ingénieurs ayant passé convention en application de l'article 3 de la convention de création ;

Les Présidents de jury des concours, le Directeur du Service des Concours Communs Polytechniques et l'Agent Comptable de l'INP-siège assistent de droit au Conseil avec voix consultative.

Les membres du Conseil peuvent se faire représenter.

Quand un membre du Conseil est nommé Président de Jury, il se fait représenter.

Sur convocation de son Président, le Conseil se réunit régulièrement 2 fois par an. En outre, il peut être réuni à la demande soit du Président, soit du Directeur du Service, soit du tiers au moins de ses membres.

ARTICLE 10

LE CONSEIL :

- adopte le règlement intérieur du Service,
- élit son Président selon une procédure déterminée dans le règlement intérieur,
- définit les modalités d'organisation des Concours Communs Polytechniques compte tenu de la réglementation générale,
- approuve le rapport d'activité annuel présenté par le Directeur du Service,
- adopte le budget et les comptes de l'exercice écoulé qui sont présentés pour approbation au Conseil d'Administration de l'INP-siège,
- propose la nomination du Directeur du Service,
- propose au Ministre de tutelle, la nomination des Présidents de jury,
- autorise la signature de chaque convention passée en application de l'article 3 de la présente convention constitutive. Le contenu et la procédure de présentation de ces conventions sont fixés dans le règlement intérieur.

Le Conseil délibère à la majorité des membres présents ou représentés, en cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié, au moins, de ses membres sont présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est convoqué à nouveau et délibère valablement quel que soit le nombre de ses membres présents ;

ARTICLE 11

LE COMITE DE DIRECTION EST COMPOSE

- du Directeur du Service,
- des Présidents de jury des concours,

Les membres du Comité de Direction peuvent se faire représenter.

Le Comité de Direction se réunit à l'initiative du Directeur du Service, ou à la demande du tiers de ses membres, au minimum trois fois par an.

Le Comité de Direction ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres, au moins, sont présents ou représentés.

ARTICLE 12

LE COMITE DE DIRECTION

- assiste le Directeur,
- élabore le règlement intérieur,
- propose le budget du Service,
- établit la notice d'information sur les concours.

ARTICLE 13

Le Directeur du Service des Concours Communs Polytechniques est nommé par le Président de l'INP-siège sur proposition du Conseil.

Le Directeur

- dirige le Service,
- prépare et exécute les décisions du Conseil,
- définit les besoins en personnel du Service,
- reçoit délégation pour l'ordonnancement des recettes et des dépenses,
- reçoit délégation de signature du Président de l'INP-siège et notamment à l'effet de signer les conventions prévues à l'article 3,
- peut déléguer sa signature,
- a compétence pour prendre toute mesure conservatoire nécessaire sous réserve d'en rendre compte au Conseil.

ARTICLE 14

Le Service des Concours Communs Polytechniques est créé sans limitation de durée.

La présente Convention ne pourra être modifiée que par les seuls membres signataires.

Le retrait d'un des membres signataires entraîne la résiliation de droit de la présente convention constitutive après préavis d'un an.

ARTICLE 15

A la date de création du Service, les écoles des INP figurant en annexe 1 sont autorisées à recruter sur les concours communs polytechniques.

L'autorisation préalable du Conseil prévue à l'article 10 est acquise de plein droit pour les écoles d'ingénieurs qui recrutent, au titre de la session 1992, par le biais de l'actuel "Service Commun des Concours ENSI".

En conséquence, à titre transitoire pour une durée de 6 mois à partir de la date de création du Service, le Président de l'INP-siège, représentant légal du Service, est chargé de signer les conventions présentées, dans le cadre des dispositions de l'article 3, par les écoles figurant en annexe 2.

ARTICLE 16

Les Présidents des différents INP sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution de la présente convention.

FAIT A

LE 03 juin 1992

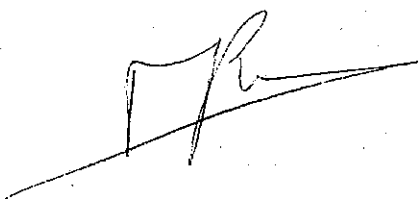
EN 3 EXEMPLAIRES.

Pour l'INP de Grenoble

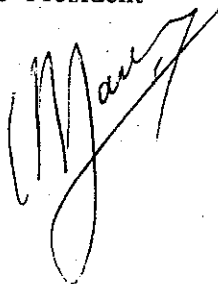
Pour l'INP de Lorraine

Pour l'INP de Toulouse

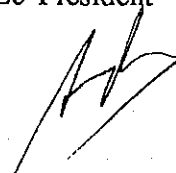
Le Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le Président

A handwritten signature in black ink, featuring a large, prominent 'M' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

ANNEXE N°1

* **Ecole Nationale Supérieure d'Electrochimie et d'Electrometallurgie de Grenoble** - Domaine Universitaire - B.P. 75 - 38402 St-Martin d'Hères cedex;

* **Ecole Française de Papeterie et des Industries Graphiques de Grenoble** - B.P. 65 - 38402 St-Martin d'Hères cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Electronique et de Radioélectricité de Grenoble**- 23, avenue des Martyrs - B.P. 257 - 38016 Grenoble Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Hydraulique et de Mécanique de Grenoble** - Domaine Universitaire - B.P. 95 - 38402 St-Martin d'Hères Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs Electriciens de Grenoble** - Domaine Universitaire - B.P. 46 - 38402 St-Martin d'Hères Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure de Physique de Grenoble** - Domaine Universitaire - B.P. 46 - 38402 St-Martin d'Hères Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Informatique et de Mathématiques Appliquées de Grenoble**- B.P. 53X - 38041 Grenoble Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Electricité et de Mécanique de Nancy** - 2, Avenue de la Forêt de Haye - 54516 Vandoeuvre Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure des Industries Chimiques de Nancy** - 1, rue Grandville - B.P. 451 - 54001 Nancy Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Electrotechnique, d'Electronique, d'Informatique et d'Hydraulique de Toulouse** - 2, rue Charles Camichel - 31071 Toulouse cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Génie Chimique** - Chemin de la Loge - 31078 Toulouse Cedex ;

* **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Toulouse** - 118, Route de Narbonne - 31077 Toulouse Cedex.

ANNEXE N°2

- * **Ecole Nationale Supérieure de Mécanique et des Microtechniques** - Route de Gray - La Bouloie - 25030 Besançon Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure d'Electronique et de Radioélectricité de Bordeaux** - 351 Cours de la Libération - 33045 Talence Cédex.
- * **Institut des Sciences de la Matière et du Rayonnement** - Boulevard du Maréchal Juin - 14050 Caen Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Physique de Marseille** - Domaine Universitaire de St-Jérôme - Rue Henri Poincaré - 13397 Marseille Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure des Industries Textiles de Mulhouse** - 11, Rue Alfred Wesner - 68093 Mulhouse Cédex.
- * **Centre d'Etudes Supérieures des Techniques Industrielles - C.E.S.T.I.** - 3, Rue F. Hainaut - 93407 Saint-Ouen Cédex.
- * **Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Génie des Technologies Industrielles - E.S.I.-G.T.I.** - Rue Jules Ferry - 64000 Pau.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique** - 20, Rue Guillaume VII - 86034 Poitiers Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Physique de Strasbourg** - 7, Rue de l'Université - 67084 Strasbourg.
- * **Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Constructions Aéronautiques** - 49, Avenue Léon Blum - 31056 Toulouse Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Mécanique et d'Energétique de Valenciennes** - Le Mont-Houy - 59304 Valenciennes Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Chimie et de Physique de Bordeaux** - 351, Cours de la Libération - 33045 Talence Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Clermont-Ferrand** - 24, Avenue des Landais - Ensemble Scientifique des Cézeaux - BP 187 - 63174 Aubière Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille** - Centre Universitaire Scientifique - BP 108 - 59652 Villeneuve d'Ascq Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Céramique Industrielle** - 47 à 73 Avenue Albert Thomas - 87065 Limoges Cédex.
- * **Ecole Supérieure de Chimie Industrielle de Lyon** - 43, Bd du 11 Novembre 1918 - BP 2077 - 69616 Villeurbanne Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Synthèse, de Procédés et d'Ingénierie Chimiques d'Aix-Marseille III** - Centre Saint-Jérôme - Avenue Escadrille Normandie-Niemen - 13397 Marseille Cédex.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier** - 8 Rue de l'Ecole Normale - 34053 Montpellier Cédex 1.
- * **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse** - 3 Rue A. Werner - 68093 Mulhouse Cédex.
- * **Ecole Supérieure de Physique et Chimie Industrielles de la Ville de Paris** - 10, Rue Vauquelin - 75231 Paris Cédex 05.

* **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris** - 11, Rue Pierre et Marie Curie - 75231 Paris Cédex 05.

* **Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes** - Avenue du Général Leclerc - 35700 Rennes Beaulieu.

* **Ecole Européenne des Hautes Etudes des Industries Chimiques de Strasbourg** - 1 Rue Blaise Pascal - BP 296 - 67008 Strasbourg Cédex.

EOST
5 Rue René Descartes
67084 STRASBOURG CEDEX

Toulouse, le 14/04/2023

Veuillez trouver ci-joint l'annexe financière à la convention en banque d'épreuves pour la session 2023.

Veuillez agréer mes sincères salutations.

Le Directeur du Service



Jean-Marc LE LANN
Professeur des Universités

**ANNEXE FINANCIERE A LA CONVENTION D'ADHESION
EN BANQUE D'EPREUVES
MP MPI PC PSI**

SESSION 2023

Par décision du Conseil du service des concours communs polytechniques en date du 16 novembre 2022, le montant unitaire pour le calcul des sommes dues est fixé comme suit :

Epreuves écrites : 300 € par place offerte

Fait à Toulouse, le 14 avril 2023

Pour le Président du Conseil
Le Directeur du Service



Jean-Marc LE LANN
Professeur des Universités